

Projections macroéconomiques pour la France

Banque de France – juin 2016

Les projections macroéconomiques de juin 2016, réalisées par la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème, sont parues. Selon ces prévisions semestrielles, après trois années de croissance faible, l'activité a rebondi en France en 2015. La chute du prix du baril de pétrole et la baisse des prix des biens importés ont entraîné un regain de pouvoir d'achat, permettant une accélération de la consommation des ménages. Ces projections notent également qu'après plusieurs années de forte baisse, l'investissement total a cessé de diminuer en 2015, la reprise de l'investissement des entreprises s'étant en particulier confirmée. Ainsi, la croissance du PIB français augmenterait en moyenne annuelle, passant de 1,2 % en 2015 à, au moins, 1,4 % en 2016, puis 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. L'inflation s'établirait à 0,2 % en 2016 (moyenne annuelle) après 0,1 % en 2015. Elle se redresserait progressivement à 1,1 % (moyenne annuelle) en 2017 et 1,4 % en 2018 pour s'établir, au dernier trimestre de 2018, à 1,5 % en glissement annuel. L'inflation hors produits alimentaires et énergie serait stable en 2016 à 0,6 %, comme en 2015, puis remonterait très graduellement et modérément pour atteindre 0,7 % en 2017 et 1,1 % en 2018. Enfin, pour la Banque de France, « dans un contexte de politique monétaire très accommodante, l'ensemble des taux d'intérêt, tels que les anticipent les marchés, resteraient très faibles. ».

Les projections complètes : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/previsions-economiques-juin-2016.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

Union européenne

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs de la BCE, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. »

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Publications au Journal officiel

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

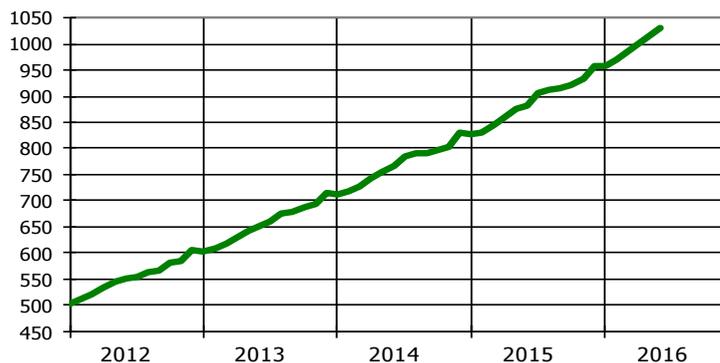
Les émissions nettes cumulées de billets

En juin 2016, les émissions nettes cumulées de billets ont augmenté de 16,0 millions d'euros, après une hausse de 16,1 millions le mois précédent. Elles s'établissent à 1,031 milliard d'euros, soit une progression annuelle de 16,8 %.

Le nombre de billets émis en juin est constitué à 68,2 % par la coupure de 50 € (qui représente 62,9 % de la valeur globale de l'émission nette de billets).

La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 2 centimes pour s'établir à 54,20 € au 30 juin 2016.

Émissions nettes cumulées de billets (en millions d'euros)



Source : IEDOM

Tendances conjoncturelles du premier trimestre 2016 : une conjoncture volatile dans un climat de résilience des entreprises

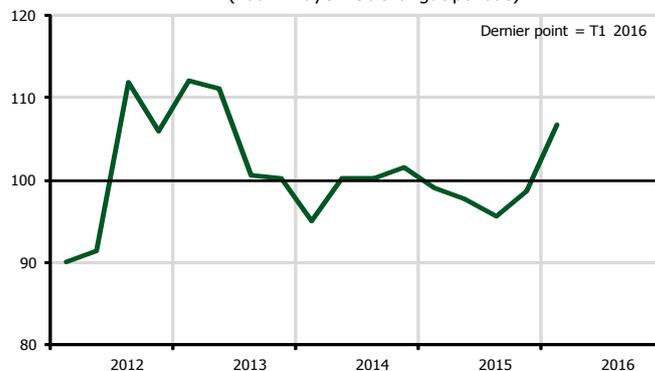
L'IEDOM Mayotte a publié les tendances conjoncturelles pour le premier trimestre 2016.

Ainsi, au premier trimestre 2016, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) augmente de 8,0 points pour s'établir à 106,7 points. Il repasse ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis quatre trimestres.

Au vu de la conjoncture en 2015 et du contexte social agité au premier trimestre, cette progression sensible de l'ICA est surprenante et inattendue. Elle tient principalement à l'appréciation plus favorable portée par les chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé (+4,4 points) et à leurs anticipations positives sur le trimestre à venir (+3,6 points).

[Les tendances conjoncturelles du premier trimestre 2016 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

Indicateur du climat des affaires à Mayotte
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

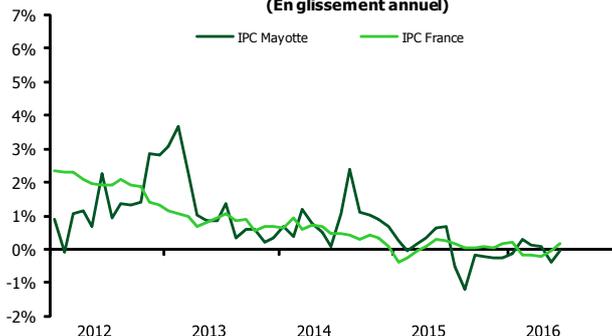
BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Les prix augmentent de 0,2 % au mois de juin

Au mois de juin 2016, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,2 %, porté par la hausse des prix de la majorité des grands postes de consommation. Les prix de l'énergie progressent de 1,4 %, ceux de l'alimentation de 0,4 % et ceux des services de 0,3 %. Les prix des produits manufacturés sont les seuls à enregistrer une diminution (-0,4 %).

Sur un an, l'IPC est stable. L'augmentation des prix des services (+3,1 %) et de l'alimentation (+0,7 %) est compensée entièrement par la réduction de ceux de l'énergie (-4,8 %) et des produits manufacturés (-3,4 %).

Indice des prix à la consommation
(En glissement annuel)



Base 100 : année 2006 (Mayotte)
Base 100 : année 2015 (France)
Source : INSEE

Le Produit intérieur brut de Mayotte de 2000 à 2013

L'INSEE a publié une étude portant sur l'évolution des PIB régionaux de 2000 à 2013. Signe de rattrapage économique sur les autres Départements d'Outre-mer et la Métropole, le PIB mahorais est en constante progression sur la période étudiée. Toutefois, après une augmentation de 9,0 % par an entre 2000 et 2008 (en moyenne annuelle), la crise économique survenue en 2008 impacte l'économie mahoraise dans les années qui suivent. Entre 2008 et 2013, le taux de croissance annuelle moyen retombe ainsi à 4,2 %. Si cette évolution demeure tout de même très supérieure à celle des autres régions françaises, le PIB par habitant à Mayotte en 2013 ne s'établit qu'à 8 000 euros par habitant, soit un quart de celui de la France. Selon l'étude, la faiblesse de la richesse créée sur l'île s'explique par une productivité limitée du travail et un faible taux d'emploi (18 emplois pour 100 habitants contre 41 en France).

[Pour de plus amples informations, consulter la note n°34 – juillet 2016 sur le site de l'INSEE.](#)

Baisse de 3,0 % des créations d'entreprises en 2015

L'INSEE a également publié une étude sur les créations d'entreprises à Mayotte en 2015. Si ces dernières se poursuivent, avec 825 nouvelles entreprises créées, l'année 2015 enregistre cependant une baisse de 3,0 %, après une hausse en 2014. Le secteur du commerce rassemble la moitié des créations. La catégorie « autres services » demeure faible comparée à la France (23 % contre 55 %). Le statut d'Entreprise individuelle demeure privilégié sur l'île par les nouvelles entreprises, rassemblant trois créations sur quatre, tandis que les créations sont partagées presque à parts égales entre les hommes et les femmes.

[Pour de plus amples informations, consulter la note n°32 – mai 2016 sur le site de l'INSEE.](#)

Lancement du vol direct Dzaoudzi-Paris

La compagnie Air Austral a inauguré le 10 juin son premier vol direct sur la liaison Dzaoudzi-Paris. Attendu sur l'île depuis plusieurs années, le vol sera opéré désormais deux fois par semaine de/vers Mayotte.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	juin-16	118,3	0,2%	0,0%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A	mars-16	12 050	0,9%	11,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-16	36 749	-7,6%	-9,4%
	(hors hydrocarbures)	cumulées mars-16	108 779	-	-1,7%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles mars-16	499	-20,0%	-31,8%
		cumulées mars-16	1 533	-	16,3%
	Taux de couverture	mensuel mars-16	1,36%	-0,21 pt	-0,45 pt
		cumulé mars-16	1,41%	-0,03 pt	0,22 pt

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroporuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels mai-16	356	-26,7%	-17,6%
		cumulés mai-16	2 628	-	25,9%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels mai-16	16 717	-14,2%	-32,3%
		cumulés mai-16	102 119	-	-6,0%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels mai-16	10,8	-37,1%	-63,6%
		cumulés mai-16	93,3	-	-29,6%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles mars-16	16 928	21175,2%	2713,6%
		cumulées mars-16	17 031	-	1,3%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)	mars-16	42 129	0,2%	2,7%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée mars-16	77 432	-	10,0%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle mars-16	12 217	8,3%	13,0%
		cumulée mars-16	34 747	-	12,5%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles mars-16	243	8,0%	14,6%
		cumulées mars-16	683	-	7,7%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels mars-16	519	2,6%	5,5%
		cumulées mars-16	1 498	-	-1,1%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :				
	- en tonnes	mensuelles mars-16	1,3	-10,3%	-29,0%
		cumulées mars-16	2,8	-	-23,9%
	- en milliers euros	mensuelles mars-16	10,1	-21,7%	-44,1%
		cumulées mars-16	23,1	-	-35,2%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊTS ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)					CEL*
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*		
	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%
Autres cas :	1,01%					

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Mars	Avril	Mai	Juin
-0,3030%	-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

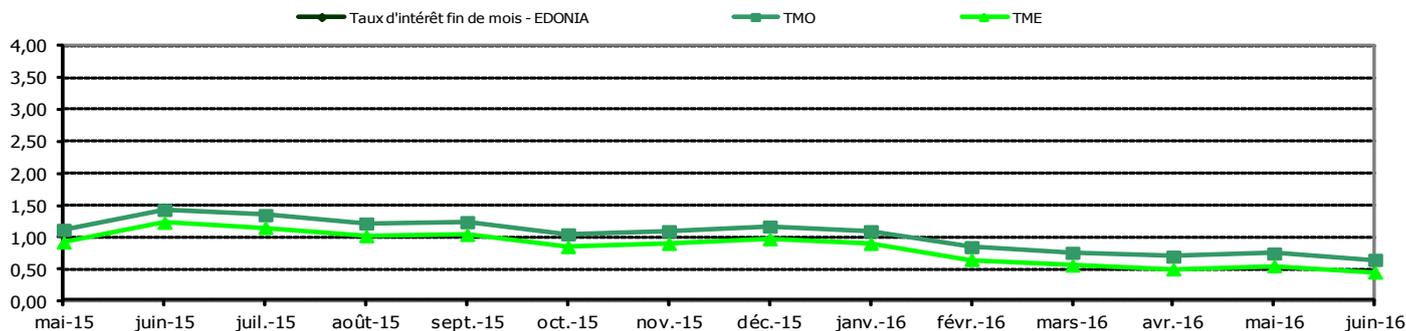
Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin
0,56%	0,50%	0,55%	0,45%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1 ^{er} avril 2016)			
Mars	Avril	Mai	Juin
0,76%	0,70%	0,75%	0,65%

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

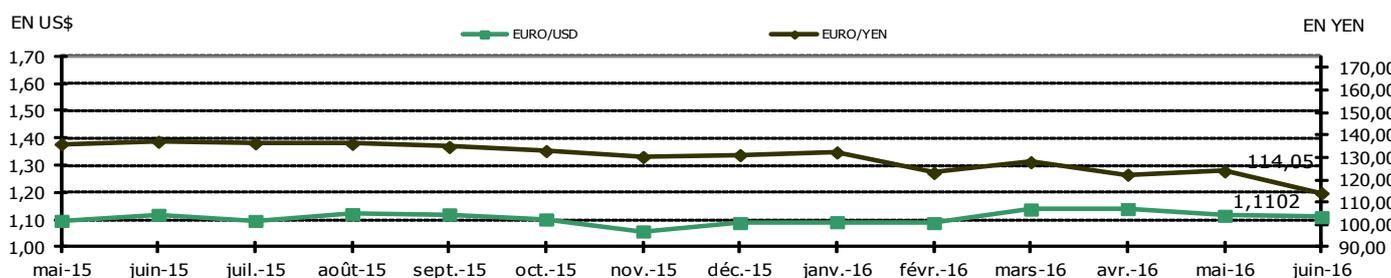
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1102	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,4461	EURO/SRD (Surinam)	7,858
EURO/JPY (Japon)	114,0500	EURO/BWP (Botswana)	12,0850	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,991
EURO/CAD (Canada)	1,4384	EURO/SCR (Seychelles)	14,4726	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0272
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8265	EURO/MUR (Maurice)	39,5601	EURO/BBD (La Barbade)	2,2213
EURO/SGD (Singapour)	1,4957	EURO/BRL (Brésil)	3,5898	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,2848
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6135	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,0925	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3597,3476	EURO/XCD (Dominique)	2,9957	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : Hervé GONSARD - Responsable de la rédaction : Yves MAYET

Éditeur et Imprimeur : IEDOM - BP 500 - 97 600 Mamoudzou

Achévé d'imprimer le 26 juillet 2016 - Dépôt légal : juillet 2016 - ISSN 1240 - 280X